

INSTITUTION PATRIMONIALE DU HAUT-BEARN

SYNDICAT MIXTE DU HAUT-BEARN

Oloron, le 12 janvier 2005

Le Président

Monsieur Jacques CHIRAC
Président de la République
Palais de l'Elysée
55, rue du Faubourg St Honoré
75800 PARIS

Monsieur le Président de la République,

Des rumeurs de plus en plus insistantes me parviennent selon lesquelles vous vous apprêteriez à annoncer l'introduction de dix ours dans les Pyrénées.

Je suis pyrénéen, fils, petit-fils, arrière petit-fils et frère de berger. Je connais ce pays et les gens qui l'habitent comme vous connaissez et aimez votre Corrèze et ses corréziens, pour lesquels vous vous êtes tant battu.

Je veux vous dire solennellement, Monsieur le Président, que les pyrénéens ne peuvent pas supporter une arrivée aussi massive d'ours. Nos campagnes, nos vallées sont, pour la plupart d'entre elles, en train de mourir. L'incompréhension, le désespoir et l'angoisse submergent la plupart du temps les derniers survivants.

Vous avez entendu les pleurs de l'ourson de Cannelle, entendez la plainte des derniers hommes de la montagne, des derniers hommes vivant dans la montagne, des derniers hommes fécondant cette montagne, cette montagne tant aimée. Ils sont déjà désespérés d'être abandonnés à leur triste sort depuis si longtemps par une nation à laquelle, comme les autres français, ils donnèrent pourtant tout. Abandonnés dans un silence si brutal, ils s'en vont un à un, sans un mot.

La semaine dernière, ils ont reçu de leur Direction Départementale de l'Agriculture, le dossier de la Politique Agricole Commune à remplir. Plus de quarante pages de conditions, de mises en garde, de directives, d'annonces de contrôles, de menaces à peine déguisées. Comme s'ils étaient brusquement devenus suspects, peut être dangereux. A moins que ce ne soit comme s'ils étaient nés la veille et qu'ils n'aient jamais rien connu de leur pays, de leur terre, qu'ils s'apprêteraient soudainement à la détruire. Le Ministre de l'Agriculture à tout jamais populaire auprès des paysans de France que vous fûtes au début des années soixante-dix, n'aurait pas supporté, une minute, semblable affront.

.../...

Dans ma propre circonscription que vous connaissez bien, tenue des décennies durant par Michel INCHAUSPE, ancien Ministre du Général DE GAULLE, des hommes, basques, désespérés, en arrivent à constituer au mépris de la loi, leur propre Chambre d'Agriculture.

N'apercevez-vous pas, Monsieur le Président, tant de signes inquiétants d'une société tout entière prête à se déchirer ?

J'ai parfaitement conscience avec mes frères pyrénéens du chagrin causé par la mort de Cannelle. Nous sommes des hommes d'honneur, c'est dans la partie béarnaise des Pyrénées où résidait encore la souche originelle pyrénéenne qu'a eu lieu cet accident. C'est par conséquent chez nous, qu'il convient d'agir, et non ailleurs.

Nous sommes en train de constituer un dossier en ce sens et il est déjà très difficile de convaincre sur le terrain, mais ensemble nous pouvons y arriver. Les ours se développent bien ensuite, la démonstration en a été faite en Pyrénées Centrales. L'introduction réalisée en Haute-Garonne, malgré une ourse abattue, est une réussite biologique puisque la population d'ours est actuellement évaluée à douze ou quatorze individus.

Par contre, cette opération a été un véritable désastre sur le plan de la relation homme-ours, parce qu'elle ne s'improvise pas, parce qu'elle est le fruit de siècles de traditions et parfois de malheurs, parce que l'ours est un fauve qui vit de manière naturelle et en liberté au milieu des troupeaux. Troupeaux que les bergers, soudainement devenus seuls, ne peuvent plus garder.

Aidez-nous à mettre sur pied le projet que nous préparons en Béarn, aidez-nous à démontrer à l'opinion publique que la nation française peut encore s'engager pour sa montagne, ses montagnards, son agriculture, son économie et alors vous le verrez, ces hommes apaisés et réconciliés, accepteront d'accueillir DEUX OURSES pour sauver leurs congénères avec lesquels ils vivent sans interruption aucune, chez nous, depuis des siècles.

Je vous en supplie, Monsieur le Président, n'annoncez pas ce plan funeste, fût-ce pour donner l'illusion que vous êtes devenu le seul rempart de la biodiversité. Que sera cette biodiversité sans les hommes que vous allez définitivement condamner à partir, parce que vous allez les condamner, ainsi que les formidables paysages qu'ils ont si bien façonnés et si magistralement entretenus, en même temps qu'ils fabriquaient les produits dont ils sont à juste titre si fiers.

Avec un tel plan, vous ferez plaisir quelques temps à quelques uns auxquels il faut plutôt expliquer la situation du territoire et des hommes de France en 2005. Si nous ne le faisons pas, lorsqu'ils auront compris ce sera trop tard, ils nous en voudront, mais surtout, ils vous en voudront à leur tour. Ne mettez pas en œuvre ce projet qui ne sera jamais accepté. Des hommes iront en prison. Cette solution ne peut être décrétée, fût-ce par vous depuis Paris.

Vous êtes notre Président à tous, aidez-nous à construire ce que nous pensons et devons pouvoir mettre en œuvre ensemble. Faites-nous confiance.

Ce projet doit être un acte d'amour, pas de haine.

Je sais que vous entendrez mon appel, Monsieur le Président, et je reste à votre entière disposition.

Je vous assure, Monsieur le Président de la République, de ma plus respectueuse considération.

Jean LASSALLE

Destinataires

Par fax et courrier :

Président de la République
Président du Conseil Général des Pyrénées-Atlantiques
Président du Conseil Régional d'Aquitaine
Préfet des Pyrénées-Atlantiques
Sous-Préfet d'Oloron-Sainte-Marie
M.E.D.D.
M.A.A.P.A.R.

Par fax :

Presse locale et nationale

Par courrier :

Parlementaires de la chaîne
Présidents des Conseils Généraux et Régionaux de la chaîne
Membres de l'IPHB (SMHB et CGP)